

BOUCHES-DU-RHÔNE

AIX-EN-PROVENCE

Le Ceta, un Tafta déguisé qui prend les gens pour des gros... « bêtas »

Avec une manifestation d'ampleur organisée à Aix samedi (à 17h, départ à la Rotonde), les membres du collectif Stop Ceta accentuent la lutte face à ce qu'ils qualifient de diktat infligé au peuple, aux institutions et aux collectivités publiques en France et sur le continent. Alors que le parlement européen se prononcera le 2 février sur le Ceta (accord de libre échange avec le Canada), les militants entendent prévenir citoyens et élus des dangers multiples que contient ce rapport (1 600 pages) qui n'est « qu'un Tafta déguisé », précise Dominique Fonsèque d'Attac Pays d'Aix.

« Démocratie à la botte des multinationales » par une justice privée au service des lobbys financiers et industriels annihilant toute réglementation ; « intérêt général sacrifié » avec des services publics soumis à la concurrence ; « malbouffe assurée » avec un agro-business contre l'agriculture paysanne et locale de qualité et l'importation massive de viandes ou d'OGM aux normes américaines ; « chute des emplois » avec 45 000 postes supprimés en France et 200 000 en Europe ; « menaces sur le climat et l'environnement » avec plus de délocalisations et de transports internationaux ou le non-respect de la COP 21 ; « culture marchandisée » avec la suppression des aides publiques et la mise en concurrence des structures, etc. Autant d'épées de Damoclès qui guettent directement le citoyen à travers un accord volontairement opaque, créé par les très « gros » patrons de ce monde. Pour Annick Delhay, militante écologiste, « cet accord, qui fait fi du peuple, sacrifie la perspective d'un projet européen social, écologique et économique à la fois efficace et responsable ». À côté, l'élu aixois du Partit occitan, Hervé Guerrera, illustre : « Avec le Ceta, l'eau, qui est un service public à Aix, serait privatisée... La Ville s'est d'ailleurs inscrite hors Tafta Ceta. » Tous dénoncent « l'enfumage » d'un traité nocif qui viole toutes les libertés...

Houda Benallal

1 Défilé informatif animé samedi à Aix, moutons et loups de 15h à 17h.



Le collectif Stop Ceta organise un défilé samedi avec des citoyens déterminés. PHOTO:H.B.



Sept lycées professionnels étaient bloqués hier, trois autres en grève, en quelques jours le mouvement a pris une nouvelle ampleur et devrait se poursuivre la semaine prochaine. PHOTO:C.W.

Priorité à la lutte contre les inégalités

Éducation

Environ 300 enseignants, lycéens et parents d'élèves ont manifesté hier pour réclamer le maintien de leurs établissements en éducation prioritaire et un plan d'urgence.

Loin de s'essouffler, le mouvement gagne de nouveaux établissements.

MARSEILLE

Rien ne les arrête. La deuxième manifestation des lycées de l'éducation prioritaire, en moins de deux semaines, est comme la vague de froid qui sévit depuis plusieurs jours sur Marseille : tenace. « On n'avait jamais vu ça depuis les mobilisations contre la loi Travail, dans les assemblées générales les personnels sont très déterminés. Il y a des signes qui ne trompent pas », affirme Frédéric Salvy, conseiller principal d'éducation au lycée Victor-Hugo. L'un des trois gros lycées généraux, mobilisé avec les 17 autres lycées professionnels de l'académie, depuis le retour des vacances de Noël, pour obtenir des moyens supplémentaires et un plan d'urgence pour Marseille, dont le texte de l'appel a été lancé la veille dans nos colonies (lire aussi ci-contre).

Montgrand à Port-de-Bouc, Mistral, Colbert, d'où est partie la manifestation hier matin, en direction de la préfecture, où une délégation a été reçue, autant de nouveaux établissements entrés dans le mouvement et auxquels se sont joints des lycéens et des parents d'élèves. Tous sont persuadés que leur avenir scolaire est en jeu. En terminale L au lycée Saint-Exupéry, avec 29 élèves par classe, malgré le bruit et les rappels à l'ordre permanents, Chamsia, qui va bientôt passer son bac, affirme qu'elle se battra jusqu'au bout pour son avenir et celui de sa petite sœur de 10 ans.

Cap sur Paris

La semaine prochaine, des délégations rejoindront Paris avec l'exigence d'être reçues par le ministre de l'Éducation. « Il y a un aveuglement sur la situation, l'impression que les réponses ont été apportées mais les moyens sont ponctuels et ce n'est pas la réponse à la question posée de la pérennité du classement ZEP », soutient Emmanuel Arvois, co-secrétaire de la CGT Educ'action.

Signataire de l'appel dès sa mise en ligne, Jean-Marc Coppola, conseiller municipal communiste et ancien conseiller régional délégué aux lycées, affirme que « les valeurs de la République, dont l'égalité, doivent se traduire par des actes. Dans une ville de toutes les inégalités, les ZEP permet-

taient de donner plus de moyens là où il y avait des besoins. La fin des Rased a rendu l'école plus inégalitaire. Une erreur qui ne sera pas réparée par le gouvernement socialiste, après leur suppression par la droite. Les moyens ne sont pas là où il faut pour réduire les inégalités », insiste-t-il.

Au lycée Mistral, si le début de mobilisation a été difficile, les enseignants, qui se sont déjà vu imposer des regroupements de classes, s'inquiètent pour la prochaine rentrée. « On a besoin de garder ce statut quoi qu'il en soit », assure ce professeur d'anglais.

Parent d'élève au lycée de la Viste, Lydia Frenzel rappelle l'importance de l'éducation dans les quartiers Nord. « On enlève les moyens alors que l'on en a besoin, quels sont les objectifs de ceux qui nous gouvernent pour les 16/25 ans. On parle de priorité parce que les jeunes ont des difficultés, si on veut qu'ils réussissent, il faut apporter des réponses, même si aujourd'hui, ces moyens ne sont pas suffisants dans nos lycées. » L'ascenseur social est en panne « on est pas pro ZEP mais on aimerait qu'il y ait davantage de moyens pour les élèves et que les classes se limitent à 25 élèves », souligne cet autre parent d'élève. L'éducation prioritaire est loin d'être un privilège, dans une ville où 25 % de la population vit sous le seuil de pauvreté.

Catherine Walgenwitz

MARSEILLE

Appel reçu 5/5 pour l'urgence éducative

Alors que la mobilisation s'étend dans les lycées de Marseille pour obtenir le maintien de leur classement en éducation prioritaire, le journal *la Marseillaise* a publié mardi un appel citoyen pour un plan d'urgence pour l'éducation à Marseille et dans la région. Dès son lancement, de nombreux signataires se sont joints à cet appel, issu du monde syndical (CFDT, Unsa, FSU, CGT, SUD), d'associations d'usagers de l'école (FCPE, UNL, Unef, MPE13), d'universitaires, de représentants du monde associatif ou mutualiste (LDH, UPR, Promemo, MGEN...), de représentants du monde de la culture ou du journalisme. Après Richard Martin, le cinéaste Robert Guédiguian a apporté sa signature mais aussi des hommes et des femmes politiques, les socialistes Annie Lévy-Mozziconacci et Patrick Mennucci, l'élus Ensemble ! Samy Johsua, le communiste Jean-Marc Coppola, Jaques Lerichomme d'Ensemble !, le photographe Robert Terzian, Fanette Tharme du théâtre Massilia et tant d'autres... Cet appel doit contribuer à mettre les questions d'éducation dans le Sud-Est au cœur du débat public et sera un levier permettant d'élargir la mobilisation, au-delà de la question des lycées de l'éducation prioritaire. Appel sur Facebook : <http://www.facebook.com/UrgenceEducationMarseille/> ou : appel.education.marseille@gmail.com

MARTIGUES

Lavéra sous haute surveillance

En partenariat avec la Ville de Martigues, l'association de surveillance de qualité de l'air, Air Paca a mis en place depuis le mois de décembre, une station dans le quartier de Lavéra devant l'école pour remplacer l'ancienne en service depuis 10 ans. Cette dernière « vient poursuivre les observations effectuées depuis 2006 concernant les rejets industriels en dioxyde de soufre et en composés organiques volatils (COV). Elle permettra aussi d'y ajouter d'autres mesures pour compléter le dispositif actuel », indique l'association dans un communiqué. Deux campagnes en 2000 et 2004 avaient révélé des dépassements de seuils pour la protection de la santé des populations. Les pouvoirs publics et les industriels avaient mis en place des actions pour agir sur la qualité de l'air, par exemple en vérifiant plus souvent les installations à l'origine des fuites de COV. Mais désormais « les niveaux de fond et de pointes ont diminué dans le quartier et sont inférieurs aux seuils de valeurs limites », assure Air Paca qui en profite pour mesurer d'autres composés (butadiène par exemple) qui ont un impact sanitaire pour la population.